



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 32 du 15 juillet 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 juillet 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	673
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	673
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	673
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	673
Extrait de l'arrêté du 15 juillet 2009 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement de la ligne à 63 000 volts Batilly – Montois et emportant modification du plan d'occupation des sols de la commune de BATILLY.....	673
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	673
DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT	673
Arrêté n° 09-DRIRE-54-01 du 7 juillet 2009 portant subdélégation de signature	673
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES.....	674
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/295 du 13 mai 2009 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à M. Alain BRISTIEL, CU.BI Productions, 2, rue du Duc Antoine, 54000 Nancy.	674
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	674
Extrait de l'arrêté A.R.H. Lorraine n°17 / 2009 / du 6 avril 2009 mettant fin à l'intérim des fonctions de directeur du centre hospitalier de FAULX	674
Extrait de l'arrêté ARH n° 18 du 6 avril 2009 portant désignation du directeur par intérim du Centre de moyen séjour de FAULX à compter du 15 avril 2009	674
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	675
Service offre de soins de ville	675
Extrait de l'arrêté DDASS / OSV / n° 0791-09 du 1 ^{er} juillet 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale enregistrée sous le n°5 – autorisation n°54-24 – autorisation n° 54-61 – autorisation n° 57-115.....	675
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	675
Arrêté 2009-02-DDEA du 30 juin 2009 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.....	675
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/N°360 du 26 Juin 2009 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Vannes le Châtel	677
Service agriculture, forêt, chasse	678
Extrait de l'arrêté n° 2009/264 du 26 juin 2009 fixant les modalités de destruction à tir des animaux nuisibles pour la période allant du 1 ^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 dans le département de Meurthe-et-Moselle	678
Extrait de l'arrêté n° 2009/263 du 26 juin 2009 fixant la liste des animaux nuisibles pour la période allant du 1 ^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	678
Extrait de l'arrêté d'ouverture et de clôture de la chasse n° 2009/262 du 26 juin 2009 dans le département de Meurthe-et-Moselle campagne 2009-2010.....	679
AUTRES SERVICES	682
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	682
Décision de délégation de signature du 2 juillet 2009	682
Décision de délégation de signature du 11 juin 2009.....	683
Extrait de la décision du 15 mai 2009 d'émettre 400 obligations pour un montant de 20.000.000 d'euros dans le cadre d'un emprunt obligataire groupé contracté conjointement et sans solidarité pour un montant total de 270.000.000 d'euros	683
AVIS ET COMMUNICATIONS	684
PREFECTURE DE MEURTHE ET MOSELLE.....	684
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	684
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.....	684
Avis de parution de l'arrêté interpréfectoral du 11 juin 2009 prononçant la déclaration d'utilité publique pour les travaux de réalisation du puits de la Chèvre	684
AUTRES SERVICES	684
Avis de concours interne sur titres du 13 juillet 2009 en vue du recrutement de 3 infirmiers cadres de santé au centre psychothérapique de Nancy-Laxou	684

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement*

Extrait de l'arrêté du 15 juillet 2009 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement de la ligne à 63 000 volts Batilly – Montois et emportant modification du plan d'occupation des sols de la commune de BATILLY

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

ARRETE

Article 1^{er} : Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux d'établissement de la ligne à 63 000 volts Batilly – Montois sur le territoire des communes de BATILLY et ST AIL.

Article 2 : Le présent arrêté emporte modification du plan d'occupation des sols de BATILLY, en tant qu'il est compatible avec l'ouvrage projeté. La mise à jour de ce plan d'occupation des sols s'effectuera conformément aux dispositions de l'article R. 123-23 du Code de l'Urbanisme.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture Meurthe-et-Moselle et affiché dans les mairies BATILLY et ST AIL.

Article 4 : MM. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture et les maires de BATILLY et ST AIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera également adressée à M. le Directeur de RTE EDF Transport SA.

Nancy, le 15 juillet 2009

Le Secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté n° 09-DRIRE-54-01 du 7 juillet 2009 portant subdélégation de signature

Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 38 4° ;

VU l'arrêté ministériel du 10 septembre 2008 nommant M. Alain LIGER en qualité de Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.65 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine,

ARRETE

Article 1 : En application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.65 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, délégation est donnée en cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain LIGER, à Mme Catherine LAGNEAU, ingénieur des mines, MM. Jean-François LAIGRE, ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts, Norbert LAMBIN, chef de mission, Alain MARNET, secrétaire général, chef de mission.

Article 2 : Les délégations de signature qui sont conférées à M. Alain LIGER à l'article 1 de l'arrêté n° 08.BMSSE.69 du 13 octobre 2008 susvisé, sont également exercées :

a) Pour les matières visées au paragraphe 1, par Mme Catherine LAGNEAU, ingénieur des mines, MM. Pascal PELINSKI et Michel GOUTFREIND, chefs de mission, Michel BORGONOVO, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Bruno FERRY et Philippe NICOLAS, attachés principaux d'administration centrale, Mme Bertha BESTEIRO, M. Michel DELVOT, ingénieurs de l'industrie et des mines.

b) Pour les matières visées au paragraphe 2 de l'arrêté susvisé, par MM. Jean-François LAIGRE, ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts, Pascal PELINSKI et Bertrand HELBLING, chefs de mission, Mme Pascale HANOCQ, MM. Robert MAZZOLENI et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Fabrice JOGUET-RECCORDON, ingénieur de l'industrie et des mines (uniquement dans le cadre de l'intérim du chef du groupe de subdivisions).

c) Pour les matières visées au paragraphe 3 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Fabrice JOGUET-RECCORDON, ingénieur de l'industrie et des mines (uniquement dans le cadre de l'intérim du chef du groupe de subdivisions).

d) Pour les matières visées au paragraphe 4 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Fabrice JOGUET-RECCORDON, ingénieur de l'industrie et des mines (uniquement dans le cadre de l'intérim du chef du groupe de subdivisions).

e) Pour les matières visées au paragraphe 5 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Serge ALDON, ingénieur de l'industrie et des mines, Mme Pascale SAR, ingénieur, ainsi que par :

- M. Gilbert BALWA, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
- M. Robert DOLLARD, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
- M. Thierry DILLER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
- M. Jean-Luc RAUBER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
- M. Olivier LESIEUR, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
- M. Michaël ALBRECHT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Claude DEREANT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Jean-Louis HAVETTE, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,

Et pour les affaires visées en 5.4, par :

- M. François CODET, ingénieur de l'industrie et des mines,
- M. Michel LASSERRE, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
- M. Alain VINCENT, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
- Mme Régine SCHEFFER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines.

f) Pour les matières visées au paragraphe 6 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Fabrice JOGUET-RECCORDON, ingénieur de l'industrie et des mines (uniquement dans le cadre de l'intérim du chef du groupe de subdivisions).

g) Pour les matières visées au paragraphe 7 de l'arrêté susvisé, par MM. Jacques MOLE et Pascal PELINSKI, Chefs de mission, Maxime COURTY et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Fabrice JOGUET-RECCORDON, ingénieur de l'industrie et des mines (uniquement dans le cadre de l'intérim du chef du groupe de subdivisions).

Article 3 : Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 08-DRIRE-54-02 du 16 octobre 2008.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Metz, le 7 juillet 2009

Pour le Secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat,
Le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche
et de l'Environnement,
Alain LIGER

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2009/295 du 13 mai 2009 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à M. Alain BRISTIEL, CU.BI Productions, 2, rue du Duc Antoine, 54000 Nancy.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 2-1027464 et 3-1027465 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Alain BRISTIEL, CU.BI Productions, 2, rue du Duc Antoine, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté A.R.H. Lorraine n°17 / 2009 / du 6 avril 2009 mettant fin à l'intérim des fonctions de directeur du centre hospitalier de FAULX

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1 : Il est mis fin aux fonctions de directeur par intérim du Centre de moyen séjour de FAULX, assurées par monsieur Stéphane MASSARD, à compter du 15 avril 2009.

Article 2 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement concerné ainsi qu'à l'intéressé.

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARH n° 18 du 6 avril 2009 portant désignation du directeur par intérim du Centre de moyen séjour de FAULX à compter du 15 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

CONSIDERANT qu'il appartient au directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine de prendre toute mesure nécessaire en vue de faire assurer l'intérim des fonctions de directeur dans les établissements mentionnés par le décret n° 2005-920 du 2 août 2005 ;
SUR proposition du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

ARRETE

Article 1 : Monsieur Jean LEFEBVRE, directeur du centre hospitalier de Pont à Mousson, est chargé de l'intérim des fonctions de directeur du centre de moyen séjour de Faulx à compter du 15 avril 2009 et ce jusqu'à la nomination d'un directeur en titre.

Article 2 : Monsieur Jean LEFEBVRE pourra bénéficier de l'indemnité d'intérim prévue à l'article 7 du décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction.

Article 3 : Le directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le directeur de l'établissement de santé et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES*Service offre de soins de ville*

Extrait de l'arrêté DDASS / OSV / n° 0791-09 du 1^{er} juillet 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale enregistrée sous le n°5 – autorisation n°54-24 – autorisation n° 54-61 – autorisation n° 57-115

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

ARRETE

Article 1 : L'article 1^{er} de l'arrêté du 8 avril 1994 autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale « Les Laboratoires d'Analyses de Biologie Médicale ZANNAD-WATRIN » agréée sous le n° 5, est modifié comme suit à compter du 8 juin 2009 :

Dénomination sociale : SELAS «LES LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE

ZANNAD-WATRIN »

Siège social : 5 rue Jolain

54210 Saint-Nicolas-de-Port

Forme : Société d'exercice libéral par actions simplifiées (SELAS)

Laboratoires exploités : Laboratoire d'analyses de biologie médicale
5 rue Jolain 54210 Saint-Nicolas-de-Port
Autorisation n° 54-24
Laboratoire d'analyses de biologie médicale
54 rue Gabriel Péri 54110 Dombasle-sur-Meurthe
Autorisation n° 54-61
Laboratoire d'analyses de biologie médicale
15, place de la Saline 57170 Château-Salins
Autorisation n° 57-115

Président : Monsieur Philippe WATRIN

Directeur Général : Mademoiselle Elisabeth VAUTRIN

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à :

- SELAS «Les Laboratoires d'analyses de biologie médicale ZANNAD-WATRIN» ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de Saint-Nicolas-de-Port ;
- Monsieur le Maire de Dombasle-sur-Meurthe ;
- Monsieur le Maire de Château-Salins ;
- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 1^{er} juillet 2009

Le Secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**Arrêté 2009-02-DDEA du 30 juin 2009 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale**

Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, et notamment l'article 38.4° ;

Vu l'arrêté conjoint du Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du territoire et du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, en date du 12 décembre 2008, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} janvier 2009 ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.46 du 26 juin 2009, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté ;

ARRETE

Article 1 : En application de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.46 du 26 juin 2009, accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, délégation est donnée à Monsieur Yves ROYER, directeur adjoint, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1, 2, 4 et 5 de l'arrêté susvisé.

Article 2 : En application de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.46 du 26 juin 2009, accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, délégation est donnée à Monsieur Daniel MORLON, adjoint aux directeurs, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1, 2, 4 et 5 de l'arrêté susvisé.

Article 3 : En application de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.46 du 26 juin 2009, accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

1 – Madame Bernadette CLAVEL, chargée du service "ressources humaines", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence :A1 a2 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil) ; A1 a 3 à A1 a10 ; A1 a12 à A1 a14 ; A1 a16 à A1 a30 ; A1 a34 ; A1 a36 ; A1 a37.

- 2 – Monsieur Bernard GANNE, chargé du service "systèmes d'information et moyens des services", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a 19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A1 a37.
- 3 – Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service "aménagement durable, urbanisme, risques", pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A5 a2 ; A5 a3 ; A5 b1 à A5 b12 ; A5 c1 ; A5 d1 ; A5 e1 ; A5 f1 ; A5 g1 ; A5 h1 ; A5 i1 à A5 i3 ; A9 a1 à A9 a3 ; 308.
- 4 – Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service "agriculture, forêt, chasse", pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a 27 ; A1 a36 ; 100 à 103 ; 105 à 111 ; 113 à 115 ; 300 ; 302 à 310.
- 5 – Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service "environnement, eau, biodiversité", pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; 201 à 228 ; 301.
- 6 – Monsieur Hervé BOYER, chargé du service "transports, sécurité", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A2 a1 à A2 a4 ; A2 b1 ; A2 c1 ; A7 a1 à A7 a5 ; A11 a1.
- 7 – Monsieur Karim MIKSA, chargé du service "habitat", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A4 a1 à A4 a7 ; A4 b3 à A4 b24 ; A4 C1 ; A5 a2.
- 8 – Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service "expertise, ingénierie et constructions durables", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36.
- 9 – Monsieur René LEHMANN, directeur du cabinet du Directeur, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A2 a1 ; A6 a3.
- 10 – Monsieur Patrick VIARD, adjoint au responsable du service "systèmes d'information et moyens des services", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36.
- 11 – Madame Catherine NORMANDIN, adjointe au responsable du service "agriculture, forêt, chasse", pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; 100 à 103 ; 105 à 111 ; 113 à 115 ; 300 ; 302 à 310.
- 12 – Mesdames et Messieurs Brigitte BOULANGER, Cédric BOUSSUGE, Pascal CAMPANER, Véronique CARPENTIER, Juliette CHAVROCHE, Martine COUDERT, Jany DONATI, Ghislaine DOSSOU, Julien DRUET, Sébastien FAGOT, Vincent FOUCAUT, Jean-Paul FOURNIER, Michel FRANCOIS, Thibaut FRANCOIS, Dominique GERZAGUET, Michel HANDTKE, Agnès HOICHE, Anne-Catherine LADERRIERE, Suzanne LECROART, Noëlle LOMBARD, Régis LORTON, Angélique MASSON, Patrick MENOUX, Danièle REGARD, Isabelle ROUYER-VANNIER, Mathieu RUIER, Christian SAUGET, Michel TALLET, Isabelle THOMAS, Loïc VANNIER, Stéphane VIADER, Mickaël VILLEMEN, Sylvain XIE, chargés ou adjoints des unités et pôles de la D.D.E.A., pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous leur autorité) ; A1 a27 ; A1 a36.
- 13 – Messieurs Patrice ARNAULT, Dominique MAIFFREDY, Francis MALLET, chargés des unités territoriales, dans leurs limites territoriales, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de références : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous leur autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A5 b4 ; A5 b5 ; A5 c1 ; A5 g1.
- 14 – Messieurs Henri DUPONT, Daniel KLIPFEL, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous leur autorité).
- 15 – Madame Christiane ALNOT, chargée de l'unité "application du droit des sols", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A5 b4 ; A5 b5 ; A5 c1 ; A5 g1.
- 16 – Madame Elina GREINER, chargée de l'unité "procédures d'urbanisme", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A5 a2 ; A5 a3.
- 17 – Mesdames Corinne COLIN, Jocelyne RECLIN, Messieurs Dominique MOUSSA, Dominique SCHORB, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous leur autorité) ; A5 b4 ; A5 b5 ; A5 c1 ; A45 g1.
- 18 – Mesdames Estelle ANDRE, Corinne BETIS, Irène JOLY, Sylvie HARDOUIN, Françoise LAUNAY, Brigitte LAURENT, Céline MANSUY, Régine MONIOT, Marie-Thérèse MATHIEU, Odette PERRET, Nicole PICCHIARELLI, Christiane PRILLIEUX, Céline RAOULT, Jeannine SODOYER, Laurence THEUNISSEN, Nelly ZYGMANIAK, Estelle ZIRARI, Messieurs Michel ALOSI, Jean-Christophe ANCEL, Jean-Philippe BANCKAERT, Claude MARCHAL, Yannick PAQUIN, Claude PESTELARD, Jérôme VERDEAUX, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A5 b4 ; A5 b5.
- 19 – Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de l'unité "affaires juridiques", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A9 a1 à A9 a2.
- 20 – Madame Marie-Claude GIROT, chargée de l'unité "coordination et affaires transversales", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A5 i1 ; A5 i2.
- 21 – Madame Odile MALAISE, chargée de l'unité "politiques sociales du logement", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A4 a5 ; A4 c1.
- 22 – Monsieur Jérôme ULPAT, chargé de l'unité "parc de logement social public", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A4 a4 ; A4 b4 ; A4 b19.
- 23 – Monsieur Thierry GUYOT, chargé de l'unité "programme de rénovation urbaine", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A4 b 19.
- 24 – Monsieur Yann TABERKANE, chargé de l'unité "transports, bruit et sécurité civile", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A2 a1 ; A2 a3 ; A2 a4.
- 25 – Madame Nicole SIEFFER, chargée de l'unité "éducation routière", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A2 b1 ; A2 c1.
- 26 – Madame Chantal SPYCHALA, chargée de l'unité "gestion de proximité", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a2 (à l'exception du contrat annuel de l'architecte conseil et du paysagiste conseil intervenant auprès du D.D.E.A.) ; A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a20 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ; A1 a21 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ; A1 a22 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ; A1 a27 ; A1 a36.
- 27 – Monsieur Jean-Claude GIROT, chargé de l'unité "CSM gestion administrative", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A1 a20 ; A1 a21 (pour les congés de maladie ordinaire, à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ; A1 a30 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service).
- 28 – Madame Audrey DONNOT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a30 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service).
- Article 4 : En application de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.46 du 26 juin 2009, accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, délégation est donnée à l'effet de signer les ampliations, aux personnes suivantes, chacune pour les affaires qui la concernent : Mesdames Bernadette CLAVEL, Sophie-Charlotte VALENTIN, Messieurs Patrice ARNAULT, Ludovic BONNARD, Hervé BOYER, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, René LEHMANN, Francis MALLET, Karim MIKSA.
- Article 5 : En application de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.46 du 26 Juin 2009, accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, en cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 3 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et, à défaut de cette décision :

1 – en remplacement de Madame Bernadette CLAVEL

*par Madame Chantal SPYCHALA, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a3 à A1 a10 ; A1 a12 à A1 a13 ; A1 a16 à A1 a18 ; A1 a19 à A1 a22 (pour les actes exclus à l'alinéa 26 de l'article 3) ; A1 a23 à A1 a26 ; A1 a29 ; A1 a30 ; A1 a34 ; A1 a37.

2 – en remplacement de Monsieur Karim MIKSA

*par Madame Isabelle ROUYER-VANNIER

3 – en remplacement de Madame Sophie-Charlotte VALENTIN

*par Monsieur Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A9 a3.

4 – en remplacement de Monsieur Hervé BOYER

*par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois).

*par Madame Véronique CARPENTIER, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A7 a1 à A7 a5.

*par les fonctionnaires suivants : Ludovic BONNARD, Bernadette CLAVEL, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, René LEHMANN, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros A2 a3 et A2 a4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés).

5 – en remplacement de Monsieur Yann TABERKANE

*par Madame Véronique CARPENTIER, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1 ; A2 a2 (exclusivement lorsque la durée de chantier est inférieure à 1 mois) ; A2 a3 et A2 a4.

Article 6 : L'arrêté de subdélégation de signature n° DDEA-GEN-2009-01 en date du 13 janvier 2009 est abrogé.

Article 7 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

Nancy, le 30 juin 2009

Pour le secrétaire général de la préfecture
de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement
et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/N°360 du 26 Juin 2009 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Vannes le Châtel

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Les attributaires des nouveaux lots définis au plan modifié par la commission communale d'aménagement foncier de VANNES LE CHÂTEL dans sa séance du 24/03/2009 sont envoyés en possession provisoire dans les conditions ci-après :

- Terres en orges d'hiver, escourgeons colza d'hiver dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le 15/08/2009.
- Terres en blé, orge de printemps, colza de printemps, avoine : dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le 15/09/2009.
- Terres en maïs ensilage : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le 15/10/2009.
- Terres en maïs grain : dès enlèvement des récoltes, broyage des tiges compris, au plus tard le 15/11/2009.
- Terres en tournesol : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le 15/11/2009.
- Terres en herbes : au plus tard le 01/11/2009.
- Jachères : le 01/10/2009.
- Jardins potagers et chènevières : au plus tard le 15/11/2009.

- Arbres d'essences forestières (non indemnisés par une soule) : pourront être abattus et débités, coupés au ras du sol, branchages brûlés ou enlevés par les propriétaires actuels jusqu'au 15/11/2009, enlèvement compris dans les conditions suivantes : diamètre de 40 cm minimum à 1,30 m de hauteur pour les hêtres, chênes et peupliers ; diamètre de 20 cm minimum à 1,30 m de hauteur pour toutes autres essences.

Les clôtures et toutes autres installations démontables et récupérables devront être retirées des parcelles cédées au plus tard le 15/11/2009, passé ce délai, elles deviendront la propriété de l'affectataire du terrain et cela sans indemnité.

Les arbres d'essences forestières et fruitières situés sur les nouvelles emprises de chemins pourront être exploités par les propriétaires actuels (abattage, enlèvement, branchages enlevés ou brûlés) jusqu'au 15/11/2009.

Les arbres fruitiers abandonnés ne pourront être enlevés que par les nouveaux propriétaires, sauf ceux dont la présence serait une gêne pour la réalisation des travaux connexes (abattage et enlèvement aux mêmes conditions que pour les arbres d'essences forestières).

Il est interdit de semer des cultures dérobées dans les parcelles abandonnées, de combler les puits abandonnés sur les parcelles non réattribuées et de procéder à l'enlèvement ou à la destruction des buses (aqueducs).

Préalablement à la réalisation des travaux connexes, les emprises des chemins ruraux supprimés seront provisoirement maintenues et chaque propriétaire supportera une servitude de passage temporaire pour l'exploitation des nouvelles parcelles qui seraient provisoirement enclavées.

Article 2 : Les modalités ci-dessus n'excluent pas les accords amiables différents qui pourraient intervenir entre les intéressés, avant les dates limites mentionnées ci-dessus.

Article 3 : Le transfert de propriété des nouvelles parcelles interviendra à la date de clôture des opérations de remembrement prononcée par arrêté préfectoral.

Article 4 : Les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement s'imposent à tous jusqu'à la clôture des opérations prononcée par arrêté préfectoral.

Article 5 : Le présent arrêté peut être déféré dans un délai de deux mois dès réception de la notification aux intéressés devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de TOUL, Madame le Maire de Vannes le Châtel, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Celui-ci sera publié en Mairie des communes concernées, dans un journal du département et notifié aux intéressés, inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ; à Monsieur le Trésorier payeur général de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président du conseil général, à Monsieur le Président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 26 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté n° 2009/264 du 26 juin 2009 fixant les modalités de destruction à tir des animaux nuisibles pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1^{er} - La destruction à tir des animaux classés nuisibles en application des articles R* 427-18 et suivants du code de l'environnement peut s'effectuer pendant le temps, dans les lieux et selon les formalités ci-après :

Espèces : *fouine* - *martre*

Période autorisée : néant

Espèces : *ragondin* - *rat musqué*Période autorisée : du 1^{er} mars au 31 mars

Formalités : autorisation préfectorale

Espèces : *renard* - *chien viverrin* - *vison d'Amérique* - *raton-laveur*Période autorisée : du 1^{er} mars au 31 mars.

Formalités : autorisation préfectorale

Espèce : *sanglier*Période autorisée : du 1^{er} mars au 31 mars

Formalités : autorisation préfectorale

Espèces : *corbeau freux* - *corneille noire* - *pie bavarde*Période autorisée : du 1^{er} avril au 10 juin

Lieu : dans les cultures et aux abords des nids pour le tir des jeunes

Conditions - Formalités : * autorisation préfectorale

* tir à poste fixe uniquement

* tir dans les nids interdit

* utilisation du grand duc artificiel autorisé

Espèce : *étourneau sansonnet*Période autorisée : du 1^{er} avril au 10 juin

Lieu : dans les cultures

Conditions - formalités : * sur autorisation préfectorale

* tir à poste fixe uniquement

Article 2 - Les demandes d'autorisation doivent être formulées selon le modèle ci-joint. En cas de délégation du droit de destruction une copie de la délégation doit être jointe à la demande.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, mesdames et messieurs les maires, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le directeur de l'agence Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, les lieutenants de louveterie, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, affiché en mairies et dont une ampliation sera adressée au :

- président de la fédération départementale des chasseurs,

Nancy, le 26 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

François MALHANCHE

L'annexe à l'arrêté du 26 juin 2009 est consultable à la DDEA – Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté n° 2009/263 du 26 juin 2009 fixant la liste des animaux nuisibles pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La liste des espèces d'animaux classés nuisibles dans le département de Meurthe-et-Moselle pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 est fixée comme suit :

espèces	motivations	conditions particulières
1 – animaux classés nuisibles dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques		
• renard	Lutte contre la rage (prévention d'une réinfection en provenance de pays limitrophes) et l'échinococcose alvéolaire	
• corbeau freux	Nuisances sonores et déjections à proximité de corbetières	
• étourneau sansonnet	Problème sanitaire sur ensilage maïs en temps de neige	
2 – animaux classés nuisibles pour prévenir des dommages importants aux activités agricoles, forestières ou aquacoles		
• renard	Dégâts sur petits élevages – Prédation des agneaux dans les parcs	
• fouine	Dégâts sur petits élevages	
• martre	Dégâts sur petits élevages	Exclusivement dans un rayon de 500 m autour des habitations.
• ragondin - rat musqué	Dégradation des rives et des digues	
• sanglier	Dégâts aux cultures	
• corbeau freux)	
• corneille noire)- Dégâts dans les cultures (semis...)	

• pie bavarde)	
• étourneau sansonnet	Dégâts sur tournesol, arbres fruitiers et ensilages	
3 – animaux classés nuisibles pour la protection de la flore et de la faune		
• chien viverrin	Présence signalée dans le département en 1999.	
• vison d'Amérique	Présence signalée en 2002 . Visons échappés d'un élevage.	
• ragondin - rat musqué) Espèces introduites	
• raton-laveur	(Présence indésirable	

Article 2 - Les propriétaires, possesseurs ou fermiers peuvent déléguer leurs droits de destruction dans les conditions fixées par l'article R* 427-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Les destructions doivent s'effectuer selon les modalités définies par :

- les articles R* 427-9 à R* 427-24 du code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007 relatif aux conditions du piégeage ;

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, mesdames et messieurs les maires, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le directeur de l'agence Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, les lieutenants de louveterie, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, affiché en mairies et dont une ampliation sera adressée au :

- président de la fédération départementale de chasseurs.

Nancy, le 26 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté d'ouverture et de clôture de la chasse n° 2009/262 du 26 juin 2009 dans le département de Meurthe-et-Moselle campagne 2009-2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - La date d'ouverture générale de la chasse à tir dans le département de Meurthe-et-Moselle est fixée au 27 septembre 2009 à 08 heures et celle de la clôture générale le 28 février 2010 au soir.

La chasse au vol pour les mammifères et les oiseaux sédentaires est ouverte du 27 septembre 2009 à 08 heures au 28 février 2010 au soir.

La chasse à courre à cor et à cri est ouverte du 15 septembre 2009 au 31 mars 2010.

La vénerie sous terre est ouverte du 15 septembre 2009 au 15 janvier 2010.

Article 2 - Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées à tir ou au vol que pendant les périodes comprises entre les dates et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :

Espèces	Date d'ouverture	Date de clôture	Conditions spécifiques de chasse
Cerf	01.09.2009	28.02.2010	<p>Du 01.09.09 au 26.09.09 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle.</p> <p>Du 27.09.09 au 23.10.09 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) et du faon (CEIJ) uniquement à l'approche et à l'affût.</p> <p>Du 24.10.09 au 28.02.10 à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, en battue : cf. article 3</p>
Chevreuil Mâle Femelle	01.06.2009 27.09.2009	28.02.2010 28.02.2010	<p>- Du 01.06.09 au 26.09.09 : tir d'été du brocard uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle.</p> <p>- Du 27.09.09 au 28.02.10 : Tir à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, Tir en battue : cf. article 3</p>
Sanglier	01.06.2009	28.02.2010	<p>Du 01.06.09 au 14.08.09: Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle ;</p> <p>Du 15.08.09 au 26.09.09 : Tir à l'approche et à l'affût, Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers de moins de 50 hectares dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en mairie.</p>

			Du 27.09.09 au 28.02.10 : Tir à l'approche et à l'affût Tir en battue : cf. article 3.
Faisan	27.09.2009	01.01.2010	Chasse du faisan : interdite sur certaines communes (cf. article 4) secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus sans formalité particulière sur le reste du département.
Lièvre	17.10.2009	22.11.2009	- Chasse du lièvre : secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus
	17.10.2009	25.10.2009	hors plan de chasse : interdite sur certaines communes (cf. article 4) sans formalité particulière sur le reste du département.
Perdrix	27.09.2009	18.10.2009	- Chasse de la perdrix : interdite sur certaines communes (cf. article 4) secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus sans formalité particulière sur le reste du département.
Lapin de garenne	27.09.2009	31.01.2010	
Renard	01.06.2009	28.02.2010	Du 01.06.09 au 14.08.09: Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle ; Du 15.08.09 au 26.09.09 : Tir à l'approche et à l'affût, Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers de moins de 50 hectares dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie. Identiques aux conditions spécifiques de la chasse du sanglier. Du 27.09.09 au 28.02.10 : Tir à l'approche et à l'affût Tir en battue : cf. article 3.
Blaireau Belette Hermine Putois Martre)) (27.09.2009))	15.01.2010	

Article 3 – En ce qui concerne les battues :

- du 15.08.09 au 26.09.09 pour l'espèce « sanglier » les dates des battues seront déclarées 24 heures à l'avance à la fédération départementale des chasseurs et en mairie pour affichage,
- à compter du 27 septembre, les battues sont autorisées 40 jours au plus par saison de chasse, précisés sur un calendrier déposé avant le 15 Septembre (à l'exception des cultures de maïs sur pied pour lesquelles le délai de prévenance est fixé à 24 heures) par chaque détenteur de droit de chasse auprès de la F.D.C, pour insertion dans son site Internet, faute de quoi les jours de chasse autorisés sont les samedis, dimanches et jours fériés.

L'envoi simultané d'un double du calendrier en mairie pour affichage, par le détenteur du droit de chasse, est obligatoire avec mention des coordonnées du responsable de la chasse.

Une fois le calendrier déposé, seules trois dates au plus pourront faire l'objet de modifications. La demande de modification devra être adressée au moins dix jours avant la date, à la F.D.C. et à la mairie concernée.

Article 4 - La chasse des espèces suivantes est interdite sur les communes listées au présent article, afin de favoriser leur protection et leur repeuplement :

Faisan sur les communes de :

Allamps	Domèvre-sur-Vezouze	Nonhigny	Vandelainville
Ancerviller	Domgermain	Onville	Vannes-le-Châtel
Arnaville	Dommartin-la-Chaussée	Pagny-sur-Moselle	Veney
Baccarat	Fenneviller	Parux	Verdenal
Badonviller	Frémonville	Petitmont	Villecey-sur-Mad
Bagneux (partie à l'ouest de l'a31)	Gogney	Pexonne	Waville
Barbas	Halloville	Preny	
Barisey-la-Côte	Harbouey	Rembercourt-sur-Mad	
Bayonville-sur Mad	Herbeville	Saint-Julien-lès-Gorze	
Bertrambois	Merviller	Saint-Maurice-aux-Forges	
Bertrichamps	Migneville	Sainte-Pôle	
Blamont	Mont-le-Vignoble	Saulxures-lès-Vannes	
Blénod-les-Toul	Montigny	Tanconville	
Bulligny	Montreux	Vacqueville	
Charey	Moutrot (partie à l'ouest de l'a31)		
Charmes-la-Côte	Neufmaisons		
Cholloy-Ménillot	Neuviller-lès-Badonviller		
Cirey-sur-Vezouze			
Crézilles (partie à l'ouest de l'a31)			
Dampvitoux			

Ecrouves (partie au sud du canal de la marne au Rhin)

Gye (partie à l'ouest de l'autoroute A31)

Toul (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

Perdrix grise sur les communes de :

Arnaville	Domgermain	Pagny-sur-Moselle	Vandelainville
Bayonville-sur Mad	Dommartin-la-Chaussée	Pannes	Villecey-sur-Mad
Bouillonville	Essey-et-Maizerais	Prény	Waville
Charey	Euvezin	Rembercourt-sur-Mad	Xammes
Charmes-la-Côte	Jaulny	Saint-Baussant	
Cholloy-Ménillot	Mont-le-Vignoble	Saint-Julien-lès-Gorze	
Dampvitoux	Onville	Thiaucourt-Regnéville	

Ecrouves (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

Gye (partie à l'ouest de l'autoroute A31)

Toul (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

lièvre sur les communes de : NEANT

gélinotte sur toutes les communes du département.

Article 5 - La chasse en temps de neige est interdite à l'exception :

- de la chasse du gibier d'eau sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, à condition qu'ils soient libres de glace, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé,

- de l'application du plan de chasse,

- de la chasse du renard, du ragondin et du rat musqué

- de la chasse à courre et de la vénerie sous terre.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le directeur de l'agence Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, les personnels chargés de la police de la chasse, mesdames et messieurs les maires des communes du département, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché dans chaque commune et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération départementale des chasseurs,

- membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

Nancy, le 26 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

ANNEXE à l'arrêté préfectoral du 26 juin 2009

Rappels

Sécurité :

Il est fait obligation de signaler les battues, par apposition de panneaux comportant la mention « chasse en cours », sur les principaux chemins et voies desservant les zones où l'action de chasse est en cours. Cette mise en place est faite, sous l'autorité et la responsabilité de l'organisateur de chasse avant le début d'une action de chasse au grand gibier sous forme de battue. Les panneaux devront être retirés dès l'action de chasse terminée.

Chasse à tir et au vol des oiseaux migrateurs :

Les périodes de chasse des oiseaux migrateurs sont fixées annuellement par arrêté ministériel.

Sont interdits :

- le tir du coq et de la poule de bruyère ;

- le tir de la perdrix et du faisan au poste, soit à l'agraine, soit à proximité d'abreuvoirs ;

- le tir de la bécasse à la passée et à la croûle ;

- la chasse à tir des ongulés à proximité immédiate de dépôts de sel ou de dispositifs d'affouragement ;

Sont prohibés :

- l'emploi de sources lumineuses et de miroirs à facettes de nature à faciliter la capture ou la destruction du gibier ;

- l'emploi de disques ou de bandes enregistrées reproduisant le cri des animaux pour attirer le gibier ;

- l'emploi pour la chasse à tir d'autres armes ou instruments de propulsion que les armes à feu ou les arcs ;

- pour le tir des ongulés, l'emploi de toute arme à percussion annulaire ainsi que celui d'armes rayées à percussion centrale d'un calibre inférieur à 5,6 mm ou dont le projectile ne développe pas une énergie minimale de 1000 joules à 100 mètres ;

- dans les armes rayées, l'emploi de munitions autres que les cartouches à balle expansive du commerce ;

- le tir des cervidés, du sanglier, du mouflon autrement qu'à balle (pour les armes à feu) ;
- l'utilisation de chevrotines (le seul fait pour un chasseur de se trouver en action de chasse avec une arme chargée de chevrotines constitue une infraction passible des peines prévues par l'article R.428-6 du code de l'environnement).

Divers :

- Le tir d'élimination des daims, mouflons et cerfs sika ne peut s'effectuer que sur demande faite auprès de la D.D.E.A. et après décision préfectorale selon les périodes prévues à l'article R 424-7 du code de l'environnement.
- La recherche du grand gibier blessé : les conducteurs de l'union nationale pour l'utilisation de chiens de rouge (U.N.U.C.R.) sont recommandés pour cette recherche.
- Le pigeon voyageur n'est pas un gibier, il est protégé par la loi. Les bagues de pigeons voyageurs tués accidentellement doivent être envoyées directement à l'union des fédérations régionales des associations colombophiles de France (54, boulevard carnot - 59042 Lille cedex).
Les bagues des autres oiseaux, (à l'exclusion des bagues provenant d'élevage de gibier), doivent être renvoyées au C.R.B.P.O. (55, rue de buffon – 75005 Paris).

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Décision de délégation de signature du 2 juillet 2009

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Vu l'Article D6143-33 du Code de la Santé Publique,

Vu le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

Article 1 : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Monsieur Gérard STARK, Directeur adjoint, Directeur des Ressources Humaines et à Madame RUTHMANN Rachel, Directeur Adjoint à la Direction des Ressources Humaines pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents, contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi ou contrat avenir.

Article 3 : En l'absence de Monsieur STARK Gérard, et de Madame RUTHMANN Rachel, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A,B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

Monsieur BOULANGÉ Philippe
Monsieur GROSSE Frédéric
Madame RUTHMANN Rachel
Monsieur KIEFFER Daniel
Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie
Monsieur STARK Gérard
Monsieur VIRION Jean-Marc
Monsieur WERNERT Philippe
Monsieur TAFFUT Pascal
Monsieur DEUTSCHER Jean-Louis
Madame CAPPELLI Dominique
Monsieur ZURCHER Eric
Mademoiselle DHELLEM Nathalie
Mademoiselle BERNARD Lucie
Madame BRUNEAUD Françoise

b) pour les infirmiers, les infirmiers anesthésistes, les infirmiers de blocs opératoires, les puéricultrices, les aides soignants et les agents des services hospitaliers qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins suivants :

Madame GOND Eliane
Monsieur THOMAS Gérard
Monsieur POLEGATO Gérard
Monsieur VIAUX Alain
Madame CORBIAT Anne

c) pour les personnels des écoles qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins et cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'un institut de formation suivants :

Madame PIERSON Véronique
Madame GERAULD Geneviève
Monsieur PUGIN Jean-Maurice
Madame SCHONS Marie-Christine
Madame PIERROT Monique
Madame PERRIN Sylvia
Monsieur KLEFFERT Jean Michel

d) pour les personnels qui leur sont rattachés, à l'ingénieur responsable de la logistique et aux ingénieurs et responsables des services techniques suivants :

Monsieur PEREZ Richard

Monsieur MILLARD Jean-François
Monsieur LEBRUN Benoît
Monsieur PEROT Jean Louis
Monsieur PREVOST Damien
Monsieur ALBALADEJO Richard

Dans le cadre de la délégation donnée en b), c) et d) les directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Donne délégation à Monsieur STARK Gérard et Madame RUTHMANN Rachel pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de réformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : Donne délégation à Madame ABEL Françoise, Madame Michèle LLORCA, Monsieur ROESCH Charles, Monsieur Gérard UMLOR, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Madame Jeanine LHOMMÉE, Monsieur HACQUARD Michael et Monsieur Patrick ALBERT, Adjoints des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Michèle LLORCA et Madame ABEL Françoise pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur ROESCH Charles, Attaché d'Administration Hospitalière, Madame LHOMMÉE Jeannine, Monsieur ALBERT Patrick et Monsieur HACQUARD Michael, Adjoints des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

Article 7 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Monsieur STARK Gérard, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage.

Une délégation secondaire est également donnée à Madame RUTHMANN Rachel, Directeur Adjoint ainsi qu'en l'absence de cette dernière à Madame Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 8 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

de respecter les procédures réglementaires,

de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,

de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 9 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 10 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 2 juillet 2009

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Décision de délégation de signature du 11 juin 2009

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu la Loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le Décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

Article 1 : Donne délégation à M. Damien PREVOST, Directeur des Achats par intérim, pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Direction des Achats, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à M. Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière.

Article 2 : Donne délégation à Mme Dominique CAPPELLI, Directeur de la Logistique, pour la signature des certificats de réception, ainsi que pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction de la Logistique, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation; elle est également communiquée au comptable du CHU.

Article 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires

- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances.

- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 11 juin 2009

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Extrait de la décision du 15 mai 2009 d'émettre 400 obligations pour un montant de 20.000.000 d'euros dans le cadre d'un emprunt obligataire groupé contracté conjointement et sans solidarité pour un montant total de 270.000.000 d'euros

Le directeur général du CHU de Nancy,

DECIDE

Article 1^{er} : que le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy participera, à une émission obligataire groupée contractée conjointement et sans solidarité et cotée à hauteur de 20.000.000 euros, co-arrangée par les Banques Calyon et Natixis, dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Cotation :	Euronext Paris
Montant total :	270.000.000 euros
Durée :	10 ans

Amortissement : A terme, en totalité au pair
Taux d'intérêt : 4,375%
Date de règlement : 20 mai 2009
1^{ère} date de paiement d'intérêt : 20 mai 2010
Frais financiers payables annuellement : 54 000 euros
Commission forfaitaire : 0.20 %
Frais : 540 000 euros ;

les autres modalités de ladite émission figurant dans les projets de prospectus, de contrat de prise ferme et de contrat de service financier joints en annexes à la présente décision.

Article 2 : de conclure, en conséquence, et signer, les contrats et le prospectus joints à la présente décision afférents à ladite émission obligataire avec les Banques Calyon et Natixis (notamment le contrat de prise ferme et le contrat de service financier).

Article 3 : de comptabiliser cette émission obligataire au sein du tableau de financement prévisionnel de l'État prévisionnel des recettes et des dépenses 2009.

Nancy, le 15 mai 2009

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS

PREFECTURE DE MEURTHE ET MOSELLE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Avis de parution de l'arrêté interpréfectoral du 11 juin 2009 prononçant la déclaration d'utilité publique pour les travaux de réalisation du puits de la Chèvre

Par arrêté interpréfectoral en date du 11 juin 2009, les préfets des Vosges et de Meurthe-et-Moselle ont prononcé la déclaration d'utilité publique pour les travaux de réalisation du puits de la Chèvre, les autorisations de dérivation et d'utilisation des eaux ainsi que l'annulation des périmètres de protection (périmètres institués par l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1977) et l'actualisation de ces périmètres pour cette source alimentant la commune de CHAMAGNE en eau potable.

Le texte intégral de cet arrêté peut être consulté soit dans les préfectures des Vosges et de Meurthe-et-Moselle, bureau des procédures environnementales, soit dans les mairies de CHAMAGNE, CHARMES, SOCOURT (Vosges) et de GRIPPOT (Meurthe-et-Moselle).

AUTRES SERVICES

Avis de concours interne sur titres du 13 juillet 2009 en vue du recrutement de 3 infirmiers cadres de santé au centre psychothérapique de Nancy-Laxou

En application du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié, portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, le Centre Psychothérapique de Nancy à Laxou organise un concours interne sur titre en vue de pourvoir 3 postes d'Infirmier Cadre de Santé.

Conditions d'inscription :

- Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme (au plus tard le jour du concours) de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n°88-1077 du 30 novembre 1988, n° 89-609 et n°89-613 du 1^{er} septembre 1989 et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités, au 1^{er} janvier 2009.

Dossier de candidature :

- A demander à la DRH de l'établissement.

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures sont à adresser dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs à :

Madame le Directeur Adjoint
Chargé des Ressources Humaines
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 11010
54521 LAXOU CEDEX

Laxou, le 13 juillet 2009

Pour le directeur,
Le directeur adjoint
chargé des ressources humaines
I. CAILLIER

